



l'observatoire

Champignons sauvages



Les premières neiges annoncent la fin de la saison des champignons sauvages, qui abondent dans les forêts de l'Abitibi-Témiscamingue entre juillet et octobre.

Les mycologues amateurs connaissent bien la richesse de nos sous-bois si peu achalandés et savent qu'ils recèlent un important potentiel commercial inexploité.

Les forêts publiques, qui couvrent l'essentiel du territoire de la région, offrent une immense étendue de terrains de cueillette aux amateurs de champignons. Si le sud du Québec propose un terreau encore plus fertile, l'Abitibi-Témiscamingue ne laisse pas sa place et voit pousser dans ses recoins sombres et humides quantité de champignons parmi les plus recherchés au monde : morilles, Cèpes de Bordeaux, chanterelles, etc. L'Abitibi, nichée dans la forêt boréale, connaît une moins grande variété d'espèces que le Témiscamingue (forêt feuillue), mais elles y croissent plus abondamment.

Cette abondance a des échos bien au-delà de nos frontières. Depuis quelques années, des commerçants de Californie

et de Colombie-Britannique visitent la région au moment fort de la cueillette et récoltent les espèces les plus recherchées, qu'ils revendent ensuite.

C'est que ces petites pousses sont très convoitées par certains car leur prix de vente varie entre 20 \$ et 60 \$ le kilo. Selon les espèces, un cueilleur averti peut ramasser jusqu'à 60 kilos par jour ! Le cueilleur, le livreur (camions réfrigérés) et l'entreprise reçoivent chacun un tiers du prix de vente. Dans la région, seule l'entreprise *Champignons Laurentiens* présidée par Fernand Miron effectue quelques cueillettes ponctuelles en forêt pour répondre à la demande de ses clients (épicerie, restaurateurs). En fait, ceux-ci achètent surtout les champignons que l'entreprise cultive à

Ce mois-ci :

Les champignons forestiers, les étudiants autochtones à l'UQAT, les besoins de main-d'oeuvre des petites entreprises et les villes branchées.

En prime, un supplément sur la consommation.

partir de semences liquides selon un procédé qu'elle a développé et qui est unique au Québec. À titre d'exemple, l'entreprise a expédié chaque semaine en août dernier 60 kg de champignons cueillis en forêt et 225 kg de champignons cultivés. Elle développe par ailleurs une technique d'augmentation du potentiel de cueillette directement en forêt sur des terrains où se trouvent certaines espèces recherchées.

Deux problèmes majeurs viennent freiner le développement du créneau des champignons cueillis directement en forêt en Abitibi-Témiscamingue : d'abord l'éloignement des marchés, qui est un obstacle non négligeable vu la courte durée de vie d'un champignon cueilli (de 48 h à 4 jours pour certaines espèces). Deuxièmement, il n'existe aucune réglementation encadrant l'activité, qui n'est régie par aucun ministère. *Champignons Laurentiens* suggère qu'un système de permis semblable à celui du trappage soit instauré avec droits de cueillette exclusifs et obligation d'exploiter la ressource.

Les champignons forestiers à potentiel commercial, Abitibi-Témiscamingue, 2003

Espèce	Prix/kg au restaurateur	Durée de la période de cueillette	Présence du champignon	Potentiel connu (kg/an)*
Morille boréale (Verpe de bohème)	45 à 60 \$	10 jours	4 ans sur 5	600 kg
Morille conique	45 à 60 \$	2 semaines	1 an sur 5	100 kg
Champignon crabe	20 à 25 \$	5 semaines	10 ans sur 10	2 000 kg
Cèpe de Bordeaux	25 à 50 \$	10 jours	1 an sur 6	3 000 kg
Champignon tortue	20 à 25 \$	3 semaines	3 ans sur 5	9 000 kg
Matsutake	20 à 50 \$	4 semaines	1 an sur 4	2 000 kg
Chanterelle à pied jaune	30 à 35 \$	10 semaines	10 ans sur 10	5 000 kg

* La superficie de référence est celle des MRC Abitibi-Ouest, Abitibi et Vallée-de-l'Or.

Source : *Nouveaux produits de la forêt*, mémoire présenté dans le cadre de la Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources par *Champignons Laurentiens inc.*, <http://www.commission-regions-ressources.qc.ca/documentation/abitibi-temiscamingue/champignons.pdf>

Le Bulletin de l'Observatoire fête avec ce numéro son **quatrième anniversaire** ! Merci à nos 1 000 abonnés !

Vers un pavillon autochtone



Les étudiants autochtones n'ont pas attendu la première levée de terre du futur Pavillon des Premières Nations du campus valdorien de l'UQAT pour démontrer leur intérêt à décrocher un titre universitaire. Une impressionnante cohorte d'une soixantaine d'étudiants autochtones rejoignent cet automne les rangs de l'université et trois nouveaux programmes leur sont dédiés : deux certificats, l'un en comptabilité, l'autre en administration, ainsi qu'un baccalauréat en travail social. Ils s'ajoutent à la centaine d'étudiants autochtones que comptait déjà l'institution.

Un profil particulier

Les nouveaux étudiants autochtones se distinguent passablement des étudiants allochtones faisant leur première entrée à l'université. On compte 10 hommes pour 51 femmes et 82 % ont plus de 30 ans. Leur réalité quotidienne est celle d'une vie de famille : 64 % sont en couple et 85 % vivent avec leurs enfants. Anglophones pour la plupart, les deux tiers utilisent le français comme troisième langue ou ne le connaissent pas. Les trois quarts détiennent déjà un emploi et plusieurs bénéficient d'un congé de formation qui se soldera par une réintégration dans leur emploi par la suite. Ils oeuvrent majoritairement dans les organismes publics et parapublics des communautés auxquelles ils appartiennent tels les Conseils de bande, les Commissions scolaires, les services de santé.

Appartenant surtout aux communautés crie du Nord-du-Québec (82 %), cette cohorte d'étudiants est déjà passablement scolarisée. Plus des deux tiers ont complété des études collégiales et 20 % ont déjà fréquenté l'université. La majorité des étudiants disent ne pas avoir de souci financier. Ils bénéficient d'une allocation d'études spécifique variant entre 1 200\$ et 2 000\$ par mois en fonction de la taille de la famille, et plusieurs peuvent aussi compter sur le soutien financier de leur conjoint.

Des répercussions inévitables

Les Autochtones sont de plus en plus présents à Val-d'Or, notamment en raison de leur double intérêt pour la scolarisation : pour eux-mêmes mais aussi pour leurs enfants. Si les nouvelles inscriptions sont au nombre de 61 cet automne, ce sont en réalité près de 200 personnes qui s'établissent à Val-d'Or, car la plupart des étudiants sont accompagnés de leur conjoint et de leurs enfants, qui profitent d'un enseignement jugé meilleur que celui dispensé dans les communautés, surtout au secondaire.

La population de Val-d'Or a plusieurs défis à relever dans l'intégration de ces nouveaux arrivants. L'achalandage du Pavillon des Premières Nations sera en grande partie tributaire de l'accueil et de l'ouverture que saura démontrer la population à l'égard des étudiants. Le processus de mobilité qui s'amorce entre les communautés et la ville servira les communautés autochtones mais aussi la ville de Val-d'Or, qui pourra ralentir sa décroissance démographique et dynamiser son économie locale.

L'adaptation devra se faire à plusieurs niveaux. Le racisme est encore ressenti par les Autochtones aujourd'hui. Ce problème vient intensifier leurs difficultés à mettre la main sur des logements convenables, déjà très rares à Val-d'Or vu le faible taux d'innoculation locative. La construction future de résidences universitaires viendra certainement atténuer ce problème.

Les valdoriens devront aussi s'ajuster à la présence d'enfants autochtones dans leurs écoles et offrir les ressources pédagogiques nécessaires à leur intégration. Les conjoints des étudiants ont aussi besoin de support pour trouver soit une formation, soit un emploi.

Enfin, ces familles disent avoir envie de « loisirs urbains » tels la pratique de la natation pour leurs enfants, la fréquentation de cinémas et la location de films (en langue anglaise), le magasinage et les sorties en ville. Les services devront s'adapter à cette clientèle majoritairement anglophone.

Répartition des étudiants autochtones selon le sexe, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, automne 2004

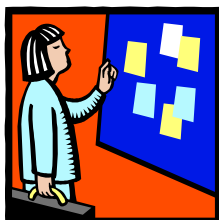
	Hommes	Femmes	Total
Nouvelles inscriptions	10	51	61
Inscriptions en cours	17	78	95
Total	27	129	156

Source : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Source : *Étude sur les besoins des étudiants autochtones s'installant à Val-d'Or en septembre 2004*, Anne Cazin, Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO), UQAT, 2004.

La tête de l'emploi

Incroyable mais vrai! En dépit d'un taux de chômage souvent mirobolant et d'une main-d'oeuvre disponible abondante, plusieurs entreprises de la région ont du mal à trouver chaussure à leur pied parmi le bassin de main-d'oeuvre disponible. Petit état de situation d'une offre et d'une demande qui ne semblent pas parler le même langage.



Tel que nous le révèlent les *Résultats de l'enquête sur les besoins de main-d'oeuvre et de compétence des entreprises de*

l'Abitibi-Témiscamingue, près de 60 % des entreprises comptant moins de 20 employés connaissent des problèmes de gestion des ressources humaines dans la région. Au premier chef, la moitié des entreprises disent vivre des difficultés de recrutement et le quart font plutôt face à des problèmes de compétence.

Une petite entreprise sur deux a déjà ou aura d'ici 2005 des postes à combler au sein de son personnel. Parmi ces entreprises, les deux tiers considèrent que la main-d'oeuvre recherchée n'est pas disponible. Selon l'étude, les employeurs insistent trois fois plus sur les compétences générales de l'employé, c'est-à-dire ses compétences personnelles (personnalité, habiletés relationnelles,

autonomie) que sur les compétences spécifiques propres à l'emploi (cartes et licences, connaissances nécessaires, informatique). Le bilinguisme est requis pour 27 % des emplois.

Prendre des détours

Les employeurs contournent aisément les réseaux formels de recrutement. Dans les trois mois précédant l'enquête, moins du quart des entreprises en recrutement ont affiché les emplois à combler via les services publics d'emploi (Emploi-Québec). Seuls 12 % ont publié l'offre dans les journaux. Le quart des employeurs ont embauché sur la foi de références fournies par certains de leurs employés, ou encore par d'autres dirigeants qu'ils côtoient. Il demeure que près des deux tiers ont utilisé d'autres méthodes de recrutement comme fouiller dans le lot de *curriculum vitae* qu'ils avaient sous la main ou encore procéder par affichage à l'interne.

Dans la région, 59 % des petites entreprises disent offrir de la formation

à leurs employés. Les entreprises situées sur le territoire de Rouyn-Noranda sont celles qui en offrent le plus, celles du Témiscamingue, le moins. La prise en charge de la formation augmente avec la taille de l'entreprise et concerne surtout les connaissances nécessaires à l'emploi tel le perfectionnement technique.

Quelques prévisions

Sur une période de deux ans, plus de la moitié des entreprises prévoient une stabilité de leur personnel (57 %). On compte tout de même 39 % des entreprises qui prévoient une croissance d'effectifs et un mince 4 % qui entrevoient plutôt une diminution. Ces perspectives représentent 1 000 emplois potentiellement disponibles d'ici 2005, soit l'équivalent de 10 % du bassin actuel de main-d'oeuvre des petites entreprises. Celles qui prévoient une plus grande embauche sont aussi celles qui présentent des signes de changement (investissements, innovation technologique, restructuration). Les secteurs du primaire et de la fabrication sont les plus optimistes. Le domaine de la construction est celui qui voit le moins l'avenir en rose.

Le secteur économique des petites entreprises est composé aux trois quarts d'emplois réguliers à temps plein (73 %) et à 27 % d'emplois atypiques (travail non régulier, saisonnier, sur appel ou à temps partiel). Ces emplois atypiques se retrouvent surtout dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la forêt et de la construction. À l'inverse, les emplois réguliers sont surtout le lot des secteurs des mines, de la fabrication, du commerce et des services.

Méthodes de recherche de personnel utilisées par les entreprises de moins de 20 employés dans les trois derniers mois, Abitibi-Témiscamingue, 2003

Méthodes de recherche	%
Agences de placement privées	1 %
Services publics d'emploi (Emploi-Québec)	23 %
Journaux	12 %
Publications d'affaires ou associations d'employeurs	1 %
Candidats recommandés par les employés	9 %
Écoles, collèges et universités	4 %
Contacts personnels des dirigeants de l'entreprise	17 %
Autres (affichage, CV reçus, etc.)	64 %

Source : Emploi-Québec, *Résultats de l'enquête sur les besoins de main-d'oeuvre et de compétence des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2004.

<http://emploi Quebec.net/francais/regions/abitibitemiscamingue/index.htm>

Des villes branchées

Sur l'ensemble des 1 089 municipalités du Québec, seules un peu plus du tiers possèdent leur propre site Internet. Cela représente près de 400 villes. En Abitibi-Témiscamingue, le portrait est semblable : 32 % des municipalités ont leur site Web, soit une vingtaine. Cela place la région au 11^e rang sur 17 au palmarès des villes branchées.



Selon une étude qui les a scrutés sous toutes leurs coutures, les sites des municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue sont tout à fait semblables à ceux que l'on retrouve ailleurs au Québec. Ils offrent presque tous une vue d'ensemble des infrastructures de la ville et renseignent sur les attraits touristiques des environs (91 %). L'information historique est à l'honneur sur tous les sites municipaux et presque tous offrent des cartes géographiques (81 %).

La liste des membres du conseil municipal est affichée sur plus de la moitié des sites de la région (62 %), mais seul un sur cinq offre un organigramme des employés municipaux. De l'information quant au budget de la ville est disponible sur le quart des sites de la région. L'ordre du jour et les procès-verbaux des réunions du conseil municipal sont accessibles sur un peu moins de 20 % des sites.

Plus de la moitié des sites municipaux de la région offrent de l'information de nature économique ainsi que des hyperliens vers les sites des organismes à vocation économique. D'autres hyperliens pointent vers les sites d'organismes sociaux, culturels et communautaires ou encore vers ceux de quelques commerçants du coin.

En Abitibi-Témiscamingue, aucune municipalité n'offre à ses citoyens la possibilité de s'exprimer sur les questions de l'heure sur son site, que ce soit par le biais d'un forum de discussion, de *chats*, ou autre. Seuls 2 % des sites du Québec le proposent. Aucune transaction bancaire en-ligne n'est encore disponible (permis, taxes, contraventions, etc.) dans la région.

Les villes québécoises qui offrent le plus de services ou de fonctionnalités sur leur site Internet sont: 1) Bromont; 2) Saint-Hyacinthe et Montréal (ex-aequo); 3) Québec et 4) Gatineau. De manière générale, la richesse du site croît avec la taille de la ville.

Source : CEFRIO, *Le Web municipal au Québec: portrait de la situation en 2004*, www.mamsl.gouv.qc.ca

Palmarès des régions comptant le plus de villes ayant un site Internet actif, 2004

Région administrative	% de villes branchées
Laval	100 %
Montréal	100 %
Nord-du-Québec	80 %
Saguenay-Lac-St-Jean	53 %
Lanaudière	53 %
Laurentides	52 %
Capitale-Nationale	46 %
Côte-Nord	39 %
Outaouais	37 %
Montérégie	37 %
Abitibi-Témiscamingue	32 %
Chaudière-Appalaches	31 %
Bas-St-Laurent	31 %
Gaspésie-Les-Îles	30 %
Centre-du-Québec	29 %
Estrie	23 %
Mauricie	23 %

Sorti des presses



Ministère de l'Éducation. *Indicateurs de l'éducation*, édition 2004, 2004.

Commission de la construction du Québec, *L'industrie de la construction en 2003*, 2004.

Société de l'assurance automobile du Québec. *Dossier statistique bilan 2003. Accidents, parc automobile, permis de conduire*, 2004.

Marcoux, M-J avec M-C. Barrette, S. Dupuis et A. Ishaq. *Résultats de l'enquête sur les besoins de main-d'oeuvre et de compétence des entreprises de l'A-T*, Emploi-Québec A-T, 2004.

Environnement Québec. *Bilan annuel de conformité environnementale, Secteur minier*, 2001, 2004.

Conférence régionale des élus. *Rapport de la région de l'Abitibi-Témiscamingue sur la consultation «Place aux citoyens»*, 2004.

Bonin, Sylvie. *Les étudiants non traditionnels à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue*, UQAT, 2004.

Legault, S.; Godard, J. *Évaluation des besoins en sécurité alimentaire de la MRC Abitibi-Ouest, du Témiscamingue et de la Ville de Rouyn-Noranda*, Table Alimentaire en Concertation de l'Ouest (TACO), 2004.

Simard, P.; Sabourin, C.; Duval, M. et Godard, J. *Contribution du milieu communautaire au développement du Témiscamingue*, ADRLSSSSAT, UQAM, UQAT, 2004.

Marcoux, Marie-Josée. *Les conditions de vie des*

Hyperliens vers ces documents :
www.observat.qc.ca/trouvailles.htm
 ou consultation sur place à l'Observatoire.



Ce bulletin est réalisé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
 170, avenue Principale, bureau 102
 Rouyn-Noranda, (Québec) J9X 4P7
 Téléphone : (819) 762-0774 Télécopieur :
 (819) 797-0960

Agentes de recherche :
 Lili Germain : lili@observat.qc.ca
 Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca
 Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Tirage : 650 exemplaires